



Beaurains, le 5 octobre 2023

Mesdames et Messieurs les  
Membres du Conseil Municipal

N° 04/23  
PA/LF/MD

## CONVOCAATION

Cher(e) Collègue,

Je vous convie à participer à la séance du CONSEIL MUNICIPAL qui se tiendra le :

***Mercredi 11 octobre 2023 à 19h00***

***En Mairie – salle du conseil municipal***

dont vous trouverez l'ordre du jour ci-annexé.

Les annexes des délibérations 16 et 17 concernant la CLECT (les rapports de la Commission Locale d'Évaluation des Charges Transférées) comportant de données confidentielles et nominatives ne sont pas jointes aux projets. Vous pouvez les consulter en Mairie dans le bureau du Directeur Général des Services.

Veuillez croire, Cher(e) Collègue, en l'assurance de mes sentiments distingués.

Le Maire,  
Pierre ANSART



P.S. : Vous trouverez ci-joint un exemplaire du pouvoir à compléter en cas d'absence ou d'indisponibilité à retourner :  
[m.delmotte@mairie-beaurains.fr](mailto:m.delmotte@mairie-beaurains.fr)

CONSEIL MUNICIPAL DU MERCREDI 11 OCTOBRE 2023

ORDRE DU JOUR

Rapporteur : Monsieur ANSART

- 1 - Attribution médaille de la ville
- 2 - Modification du tableau des effectifs 1<sup>er</sup> novembre 2023
- 3 - Changement d'usage du 1<sup>er</sup> étage - Centre Social Municipal Chico Mendès
- 4 - Acquisition de la parcelle AD 123
- 5 - Rétrocession d'un terrain au cimetière - Madame SAETTI Josiane

Rapporteur : Madame DUTERIEZ

- 6 - Colis des aînés - 2023
- 7 - Repas des aînés - 2023

Rapporteur Madame DUPOND-WALLET

- 8 - Remboursement prestation cours de musique saison 2022-2023

Rapporteur : Monsieur VENEL

- 9 - Enquête publique installations classées SAS LHOTELLIER TRAVAUX PUBLICS
- 10 - Charte BELLO RAMO - Projet biodiversité

Rapporteur : Monsieur VEZILIER

- 11 - Parc automobile municipal - Cession d'un véhicule à un professionnel.

Rapporteur : Monsieur DUPOND

- 12 - Acquisition d'une partie de la parcelle cadastrée AD 287 - Rue Arthur RIMBAUD
- 13 - Cession d'une partie de la parcelle cadastrée AD 287 - Rue Arthur RIMBAUD
- 14 - Vente de terrain - Parcelles AE 609 et ZH 44 - Boréal
- 15 - Constitution d'un groupement de commandes composé de la Communauté Urbaine d'Arras et des communes

d'Arras, Achicourt, Anzin-Saint-Aubin, Beaurains, Dainville, Saint-Laurent-Blangy, Saint-Nicolas et Sainte-Catherine pour l'adhésion au Groupement d'Intérêt Public " RESAH "

16 - Finalisation du transfert de la compétence Parcs et aires de stationnement Transfert des biens, droits et obligations Adoption du rapport de la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT)

17 - Finalisation du transfert de la compétence voirie Transfert des biens, droits et obligations en lien avec l'éclairage public Adoption du rapport de la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT)

18 - Finalisation du transfert de la compétence voirie, Transfert des biens, droits et obligations en lien avec l'éclairage public, Définition des conséquences patrimoniales Autorisation de signature des procès-verbaux de transfert

19 - Décision modificative n°1 de l'exercice 2023 - Budget Principal

20 - Décision modificative n°1 de l'exercice 2023 - Budget Annexe Boréal Parc

Divers

BEAURAINS, le 05/10/2023

**Le Maire,**  
**Pierre ANSART**



L'an deux mil vingt-trois, le onze octobre, à dix-neuf heures, le Conseil Municipal de la Commune de BEAURAINS, étant assemblé en session ordinaire, en Mairie – Salle du Conseil Municipal, après convocation légale (le 5/10/2023), sous la présidence de M. ANSART Pierre, Maire.

Date d'affichage : le 05/10/2023

Nombre de conseillers en exercice : 29

Présents : 20

M. ANSART Pierre, Mme BENOIT Maryline, M. BERGOGNON Bruno, Mme CAPET Carine, Mme DERA EVE Caroline, M. DUPOND Cédric, Mme DUTERIEZ Micheline, M. EVRARD Michel, Mme FRUCHART Christelle, M. GACI Jérémy, Mme GALLET Sabine, M. HARMEGNIES Jean-Thierry, M. IBISEVIC Kémal, Mme LE GARDIEN Christine, M. PETIT Jean-Louis, M. SIMON Reynald, Mme TENAGLIA Gwénola, M. VENEL Eric, M. VEZILIER Vincent, Mme DUPOND-WALLET Anne

Excusés : 6

Mme LANCE BARSACQ Emilie donne pouvoir à M. EVRARD Michel,  
Mme LETUPPE Sylvie donne pouvoir à Mme FRUCHART Christelle,  
M. MOUTON Patrice donne pouvoir à M. DUPOND Cédric,  
M. RENARD Sébastien donne pouvoir à Mme CAPET Carine,  
M. SCOAZEC Jean-Jacques donne pouvoir à M. HARMEGNIES Jean-Thierry,  
Mme SEGUELA Véronique donne pouvoir à M. ANSART Pierre.

Absents : 3

Mme BETREMIEUX Christina, M. HURET Hervé, Mme TOURNEMAINE Myriam.

Secrétaire de séance : Monsieur Jean-Thierry HARMEGNIES

Début de la séance : 19h13

Numéro des délibérations	Objet	Résultat du vote
CM_2023_10_11_1	Attribution médaille de la ville	Rapport adopté à l'unanimité
CM_2023_10_11_2	Modification du tableau des effectifs 1er novembre 2023	Rapport adopté à l'unanimité
CM_2023_10_11_3	Changement d'usage du 1er étage - Centre Social Municipal Chico Mendès	Rapport adopté avec 22 voix pour et 4 abstentions
CM_2023_10_11_4	Acquisition de la parcelle AD 123	Rapport adopté avec 22 voix

		pour et 4 contres
CM_2023_10_11_5	Rétrocession d'un terrain au cimetière - Madame SAETTI Josiane	Rapport adopté à l'unanimité
CM_2023_10_11_6	Colis des aînés - 2023	Rapport adopté à l'unanimité
CM_2023_10_11_7	Repas des aînés - 2023	Rapport adopté à l'unanimité
CM_2023_10_11_8	Remboursement prestation cours de musique saison 2022-2023	Rapport adopté à l'unanimité
CM_2023_10_11_9	Enquête publique installations classées SAS LHOTELLIER TRAVAUX PUBLICS	Rapport adopté à l'unanimité
CM_2023_10_11_10	Charte BELLO RAMO - Projet biodiversité	Rapport adopté à l'unanimité
CM_2023_10_11_11	Parc automobile municipal - Cession d'un véhicule à un professionnel	Rapport adopté à l'unanimité
CM_2023_10_11_12	Acquisition d'une partie de la parcelle cadastrée AD 287 - Rue Arthur RIMBAUD	Rapport adopté avec 22 voix pour et 4 contres
CM_2023_10_11_13	Cession d'une partie de la parcelle cadastrée AD 287 - Rue Arthur RIMBAUD	Rapport adopté avec 22 voix pour et 4 contres
CM_2023_10_11_14	Vente de terrain - Parcelles AE 609 et ZH 44 - Boréal	Rapport adopté avec 22 voix pour et 4 contres
CM_2023_10_11_15	Constitution d'un groupement de commandes composé de la Communauté Urbaine d'Arras et des communes d'Arras, Achicourt, Anzin-Saint-Aubin, Beaurains, Dainville, Saint-Laurent-Blangy, Saint-Nicolas et Sainte-Catherine pour l'adhésion au Groupement d'Intérêt Public " RESAH "	Rapport adopté à l'unanimité
CM_2023_10_11_16	Finalisation du transfert de la compétence Parcs et aires de stationnement Transfert des biens, droits et obligations Adoption du rapport de la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT)	Rapport adopté à l'unanimité
CM_2023_10_11_17	Finalisation du transfert de la compétence voirie Transfert des biens, droits et obligations en lien avec l'éclairage public Adoption du rapport de la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT)	Rapport adopté à l'unanimité

CM_2023_10_11_18	Finalisation du transfert de la compétence voirie, Transfert des biens, droits et obligations en lien avec l'éclairage public, Définition des conséquences patrimoniales Autorisation de signature des procès-verbaux de transfert	Rapport adopté à l'unanimité
CM_2023_10_11_19	Décision modificative n°1 de l'exercice 2023 - Budget Principal	Rapport adopté avec 22 voix pour et 4 abstentions
CM_2023_10_11_20	Décision modificative n°1 de l'exercice 2023 - Budget Annexe Boréal Parc	Rapport adopté avec 22 voix pour et 4 abstentions

La séance est levée à 20h23

Le Maire,  
Pierre ANSART



**Pierre ANSART :**

Y a-t-il des remarques sur le compte-rendu ? Le compte-rendu est approuvé à l'unanimité.

Le secrétaire de séance est Jean-Thierry HARMEGNIES.

**1. Attribution médaille de la ville**

**Monsieur ANSART expose :**

Par délibération du 29 juin 2006, vous avez autorisé la remise, aux personnes qui œuvrent ou ont œuvré pour le bien de notre cité, la médaille de la ville.

— Madame POUDROUX Marie-José

A fait valoir ses droits à la retraite après avoir exercé pendant 41 ans dans l'enseignement, à l'école Saint Jean Notre Dame.

Je vous propose de lui remettre la médaille d'or de la Ville.

**Pierre ANSART :**

La médaille d'or lui a déjà été remise mais je pense que personne ne sera contre cette remise. Y a-t-il des questions ? Je passe au vote. Qui est contre ? Abstention ?

**RAPPORT N°1 ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ**

**2. Modification du tableau des effectifs 1<sup>er</sup> novembre 2023**

**Monsieur ANSART expose :**

Vu le Code Général de la Fonction Publique, notamment les articles L332-14 et L332-8,

Il appartient au Conseil Municipal de fixer l'effectif des emplois nécessaires au fonctionnement des services.

Au vu des avancements de grade de l'année 2023, je vous propose de supprimer :

— 1 poste d'attaché ;

Et vous propose de créer à compter du :

— 1<sup>er</sup> novembre 2023 :

- 1 poste dans le cadre d'emploi d'attaché principal.

En cas de recrutement infructueux de fonctionnaires sur les postes créés, les fonctions peuvent être exercées par un contractuel relevant de la catégorie A, B, C selon les postes dans les conditions fixées à l'article L332-14 ou L332-8 du Code Général de la Fonction Publique. Ils devront dans ce cas justifier d'une expérience professionnelle.

Le contrat L332-14 est conclu pour une durée déterminée qui ne peut excéder un an. Sa durée peut être prolongée, dans la limite d'une durée totale de deux ans, lorsque la procédure de recrutement d'un fonctionnaire n'aura pu aboutir au terme de la première année. Les contrats relevant des articles L332-8, sont d'une durée maximale de 3 ans, renouvelable dans la limite totale de 6 ans. Au-delà, si

ces contrats sont reconduits, ils ne peuvent l'être que par décision expresse et pour une durée indéterminée.

Les traitements seront calculés au maximum sur l'indice brut terminal de la grille indiciaire des adjoints techniques, des adjoints administratifs, des rédacteurs ou des attachés selon les postes.

Les crédits correspondants sont inscrits aux budgets 2023 et suivants.

**Pierre ANSART :**

Il s'agit d'une mise à jour des effectifs à la date du 1<sup>er</sup> novembre. Y a-t-il des questions ?

**Michel EVRARD :**

Je voulais savoir le nom de l'agent qui a eu cet avancement de grade.

**Pierre ANSART :**

Il s'agit de Monsieur Jean Pierre DELABRE.

**Michel EVRARD :**

Dans ce cas-là, dans la rédaction à partir du moment où c'est un fonctionnaire déjà en place donc titulaire, pourquoi il y a toujours les deux derniers paragraphes, il n'y a pas nécessité de les mettre.

**Pierre ANSART :**

On est sur une fermeture et une création de poste, nous savons que cela sera pourvu en interne mais on doit toujours prévoir car en imaginant que Monsieur DELABRE d'ici le 1<sup>er</sup> novembre quitte ses fonctions, on pourra recruter sur le même poste.

**Michel EVRARD :**

Est-ce que le CST a donné un avis ?

**Pierre ANSART :**

Comment ?

**Michel EVRARD :**

Est-ce que le CST a donné un avis ?

**Pierre ANSART :**

Le CST aurait dû donner un avis mais on n'a pas pu le réunir avant la date d'aujourd'hui. Il y avait d'autres sujets à l'ordre du jour du CST et on a dû reporter les délibérations. Toutefois, concernant Monsieur DELABRE pour éviter que cette nomination au grade supérieur soit retardée, c'est moi qui ai décidé de présenter cette délibération. Je ne pense pas que le CST émet un avis défavorable. Les délibérations décalées seront présentées au prochain conseil municipal après passage au CST. Il est compliqué de trouver des dates. On vient de proposer une autre date et j'ai un retour d'absences d'élus ou d'agent car c'est la période de vacances. Je passe au vote. Qui est contre ? Abstention ?

**RAPPORT N°2 ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ**



### 3. Changement d'usage du 1<sup>er</sup> étage – Centre Social Municipal Chico Mendès

**Monsieur ANSART expose :**

Dans le cadre de la procédure de rétrocession du Centre Social Municipal Chico Mendès, propriété de Pas-de-Calais Habitat (délibération du 21 novembre 1986) à la ville pour l'euro symbolique il convient de procéder au changement d'usage du logement situé au premier étage du bâtiment qui est aujourd'hui utilisé en « Équipement d'intérêt collectif et services publics ».

La décision concerne l'étage de l'ensemble immobilier repris au cadastre section AN n°605 pour une contenance totale de 1 010 m<sup>2</sup>.

Compte tenu de ce qui précède, je vous propose :

- De m'autoriser à signer les documents relatifs à cette rétrocession.

**Pierre ANSART :**

Y a-t-il des questions ? Je passe au vote. Qui est contre ? Abstention ?

### **RAPPORT N°3 ADOPTÉ AVEC 4 ABSTENTIONS**

### 4. Acquisition de la parcelle AD 123

**Monsieur ANSART expose :**

Par arrêté municipal n° 2020/46 du 29 octobre 2020, j'ai décidé d'acquérir par voie de préemption le bien situé lieudit Le Chantier de la Plaine, cadastré section AD n°123, d'une superficie de 2 021 m<sup>2</sup> aux consorts BAUDELOCQUE suite à la déclaration d'intention d'aliéner n° DIA0620992000062 reçue le 16 septembre 2020 et adressée par Maître BRASME, Notaire à ARRAS.

Un contretemps dans la régularisation de l'acte notarié et en raison du décès de l'acquéreur disposé à acquérir le bien susvisé, il convient de procéder à une acquisition amiable au profit de la Commune.

Cette acquisition est prise au vu des objectifs fixés par l'Orientation d'Aménagement et de Programmation du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal approuvé par la délibération du Conseil de la Communauté Urbaine d'Arras en date du 19 décembre 2019 sur la commune de Beaurains. En effet, la parcelle cadastrée AD 123 est située en zone d'urbanisation future à destination d'équipement d'intérêt collectif et de développement touristique et concernée par un emplacement réservé N° BEA\_06 au profit de la commune de Beaurains.

Le prix de vente a été convenu à 1 616,80 € (mille six cent seize euros et quatre-vingt centimes) ; prix convenu dans la déclaration d'intention d'aliéner n° DIA0620992000062.

Vu l'avis du domaine sur la valeur vénale de la parcelle cadastrée AD 123.

Je vous propose de :

- m'autoriser à acquérir la parcelle cadastrée AD n° 123 d'une superficie de 2 021 m<sup>2</sup> aux consorts BAUDELOCQUE ou toute société s'y substituant ;
- m'autoriser à signer toutes pièces nécessaires à la réalisation de cette opération.

Département :  
PAS DE CALAIS

Commune :  
BEAURAINS

Section : AD  
Feuille : 000 AD 01

Échelle d'origine : 1/2000  
Échelle d'édition : 1/1000

Date d'édition : 15/06/2023  
(fuseau horaire de Paris)

Coordonnées en projection : RGF93CC50  
©2022 Direction Générale des Finances  
Publiques

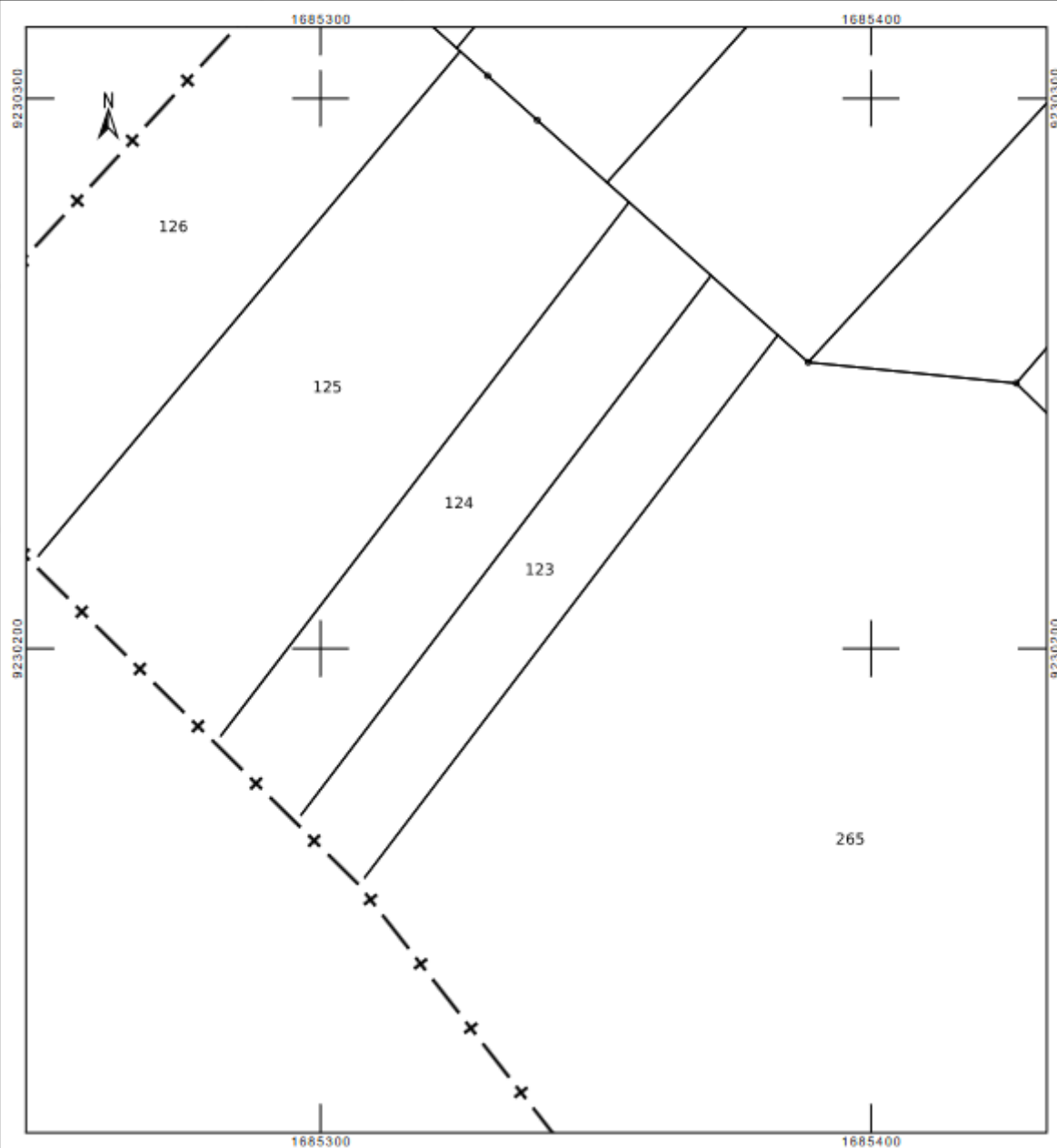
DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL

Le plan visualisé sur cet extrait est géré  
par le centre des impôts foncier suivant :  
Pôle de Topographie et de Gestion  
Cadastrale  
ARRAS - SAINT POL 10 rue Diderot  
62034  
62034 ARRAS Cedex  
tél. 03.21.24.68.68 - fax  
ptgc.620.arras@dgifp.finances.gouv.fr

Cet extrait de plan vous est délivré par :

cadastre.gouv.fr



**Décidant l'acquisition d'un bien par voie de préemption**

Nous, Maire de la Commune de BEAURAINS,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L 2122-22 ;

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L 210-1, L 211-1 et suivants, L 213-1 et suivants, L 300-1, R 211-1 et suivants, R 213-1 et suivants ;

Vu la délibération du conseil de la Communauté Urbaine d'Arras en date du 13 janvier 2013, instaurant le droit de préemption urbain ;

Vu la délibération du conseil municipal en date du 27 mai 2020, déléguant au maire l'exercice du droit de préemption urbain ;

Vu la déclaration d'intention d'aliéner n° DIA0620992000062, reçue le 16 septembre 2020, adressée par Maître Thibaut BRASME, notaire à ARRAS, en vue de la cession d'une propriété sise lieudit Le Chantier de la Plaine, cadastrée section AD n°123, d'une superficie de 2021 m², au prix de 1.616,80 euros, appartenant aux consorts BAUDELOCQUE ;

Vu les objectifs fixés par l'Orientation d'Aménagement et de Programmation du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal approuvé par la délibération du Conseil de la Communauté Urbaine d'Arras en date du 19 décembre 2019 sur la commune de Beaurains ;

Vu la décision de Monsieur le Président de la Communauté Urbaine d'Arras en date du 26 octobre 2020 portant délégation du droit de préemption urbain à la commune de Beaurains ;

Considérant que la parcelle susvisée est située en zone d'urbanisation future à destination d'équipement d'intérêt collectif et de développement touristique et concernée par un emplacement réservé N° BEA\_06 au profit de la commune de Beaurains ;

Considérant qu'il importe pour la commune d'urbaniser ce secteur en équipements d'intérêt collectif et de développement touristique ;

Considérant que la commune souhaite développer le projet de création d'un équipement commun entre les communes de Beaurains et Arras ;

Considérant que cette opération répond aux objectifs définis par les articles L 210-1 et L 300-1 du code de l'urbanisme ;

Considérant que le montant total de l'acquisition est inférieur au seuil de consultation du Service des domaines ;

**ARRETE**

**Article 1**

Il est décidé d'acquérir par voie de préemption le bien situé lieudit Le Chantier de la Plaine, cadastrée section AD n°123, d'une superficie de 2021 m² appartenant aux consorts BAUDELOCQUE.

#### Article 2

La commune achète au prix figurant dans la Déclaration  
DIA0620992000062 :

La vente se fera au prix de 1.616,80 €, indiqués dans les déclarations d'intention d'aliéner.

#### Article 3

Un acte authentique constatant le transfert de propriété sera établi dans un délai de trois mois, à compter de la notification de la présente décision, conformément à l'article R 213-12 du code de l'urbanisme.

#### Article 4

Le règlement de la vente interviendra dans les six mois, à compter de la notification de la présente décision

#### Article 5

M. le maire est autorisé à signer tous les documents nécessaires à cet effet.

La dépense résultant de cette acquisition est inscrite au budget de la commune

#### Article 6

Monsieur le Directeur Général des Services de la ville est chargé de l'exécution du présent arrêté

Fait à BEAURAINS, le 29 octobre 2020

Le Maire  
Vice-Président de la  
Communauté Urbaine d'Arras  
  
Pierre ANSART



Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de l'auteur de l'acte ou d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification.



Direction Générale Des Finances Publiques  
 Direction départementale des Finances Publiques  
 du Pas de Calais  
 Pôle d'évaluation domaniale-Immeuble Foch  
 5, rue du Docteur Brassart  
 62034 ARRAS Cedex  
 téléphone : 03 21 23 68 00  
 mél. : [ddfip62.pole-evaluation@dgif.finances.gouv.fr](mailto:ddfip62.pole-evaluation@dgif.finances.gouv.fr)

Le 08/09/2023

Le Directeur départemental des Finances  
 publiques du Pas de Calais

**POUR NOUS JOINDRE**

Affaire suivie par : Christine LUBCZINSKI  
 Courriel : [christine.lubczinski@dgif.finances.gouv.fr](mailto:christine.lubczinski@dgif.finances.gouv.fr)  
 Téléphone : 03 21 21 74 62

à

Monsieur le Maire de la Commune de Beaurains

Réf DS: 12975218  
 Réf OSE : 2023-62099-48656

**AVIS DU DOMAINE SUR LA VALEUR VÉNALE**

*La charte de l'évaluation du Domaine, élaborée avec l'Association des Maires de France, est disponible sur le site [collectivites-locales.gouv.fr](http://collectivites-locales.gouv.fr)*

**Nature du bien :** Terrain à urbaniser de 2021 m<sup>2</sup> soumis à OAP en secteur 1 AUL cadastré AD123  
 Superficie totale : 2021 m<sup>2</sup>

**Adresse du bien :** Le Chantier de la Plaine, 62217 Beaurains

**Valeur :** **Valeur vénale : 8000 €**, libre d'occupation hors taxes et hors frais assortie d'une marge d'appréciation de 10 %  
*La collectivité locale peut ainsi acquérir l'immeuble sans justification particulière jusqu'à 8800 €.*

Il est rappelé aux consultants que cet avis de valeur ne leur interdit pas de réaliser une cession à un prix plus élevé ou une acquisition (ou une prise à ball) à un prix plus bas.

Par ailleurs, les collectivités territoriales et leurs établissements peuvent, à condition de pouvoir le justifier, s'écarter de la valeur de ce présent avis pour céder à un prix inférieur ou acheter (ou prendre à ball) à un prix supérieur.

## 1 - SERVICE CONSULTANT

Commune de Beaurains

affaire suivie par : Jean-Pierre DELABRE

## 2 - DATES

de consultation : 20/06/2023

de délai négocié : sans objet

de visite : 07/09/2023

de dossier en état : 07/09/2023

## 3 - OPÉRATION IMMOBILIÈRE SOUMISE À L'AVIS DU DOMAINE

### 3.1. Nature de l'opération

Cession :	<input type="checkbox"/>
Acquisition :	amiable <input checked="" type="checkbox"/> par voie de préemption <input type="checkbox"/> par voie d'expropriation <input type="checkbox"/>
Prise à bail :	<input type="checkbox"/>
Autre opération :	

### 3.2. Nature de la saisine

Réglementaire :	<input checked="" type="checkbox"/>
Facultative mais répondant aux conditions dérogatoires prévues en annexe 3 de l'instruction du 13 décembre 2016 <sup>1</sup> :	<input type="checkbox"/>
Autre évaluation facultative (décision du directeur, contexte local...)	<input type="checkbox"/>

### 3.3. Projet et prix envisagé

Projet d'acquisition amiable. Une procédure de préemption avait été entamée, mais suite au décès de l'acquéreur elle a été abandonnée. Le projet d'acquisition est repris par voie amiable. La commune souhaite acquérir au prix de la DIA : 1616,80 €. Il s'agissait à l'origine dans la DIA d'une vente entre agriculteurs en poursuite d'usage.

## 4 - DESCRIPTION DU BIEN

### 4.1. Situation générale

Le terrain se situe sur la Commune de Beaurains dans un secteur encore actuellement à vocation agricole compris au Nord de la Commune de Beaurains.

<sup>1</sup> Voir également page 17 de la Charte de l'évaluation du Domaine

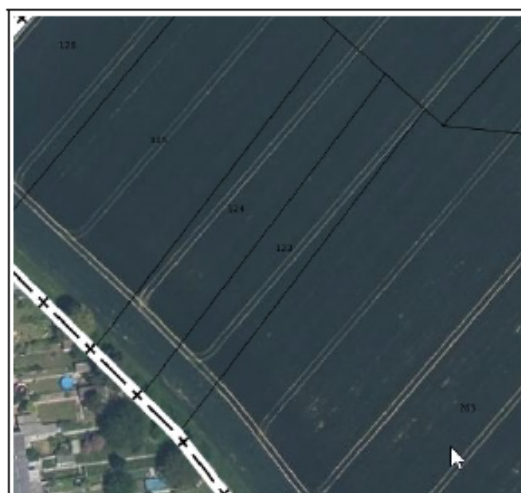
## 4.2. Situation particulière - environnement - accessibilité - voirie et réseau

-

## 4.3. Références Cadastrales

L'immeuble sous expertise figure au cadastre sous la référence suivante :

Commune	Parcelle	Adresse/Lieudit	Superficie de la parcelle	Nature réelle
Beurains	AD123	Le Chantier de la Plaine	2021 m2	Terrain à urbaniser 1 AUL





#### 4.4. Descriptif

Terrain à urbaniser de forme rectangulaire étroite et longue, actuellement à usage agricole. Le terrain est en situation privilégiée, en limite de zones urbaines.

#### 4.5. Surfaces du bâti

Sans objet.

### 5 – SITUATION JURIDIQUE

#### 5.1. Propriété de l'immeuble

Propriétaire : Consorts Beudelocque


#### 5.2. Conditions d'occupation


Libre d'occupation


### 6 - URBANISME

Zone 1 AU L et emplacement réservé pour la création d'un espace loisir et espaces verts (BEA 06) et soumis à OAP (Orientations d'aménagements prioritaires).

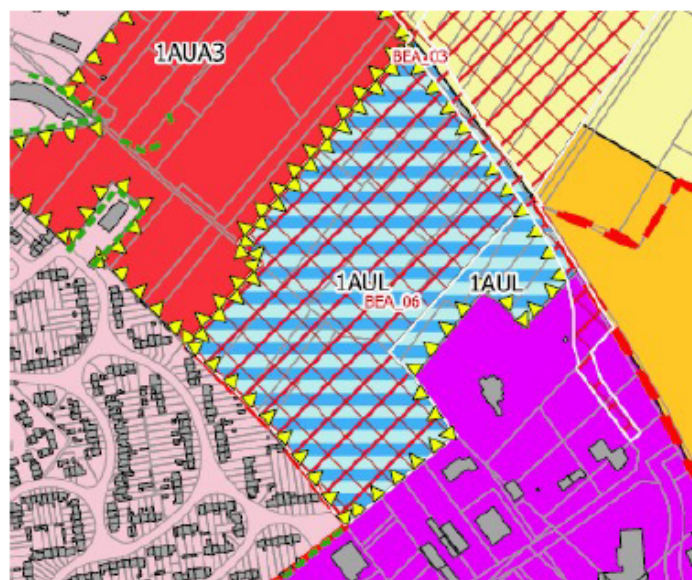
#### Zones à urbaniser

 1AUA - Zone à urbaniser mixte (1AUA1 - 1AUA2 - 1AUA3 - 1AUA4)

 1AUL - Zone à urbaniser d'équipements d'intérêt collectif et de développement touristique

 Emplacements réservés

Beaurains	Emplacement réservé	ER	BEA_06	Creation d'un espace de loisirs et d'espaces verts	Commune de Beaurains	Espace vert	89684
-----------	---------------------	----	--------	--	----------------------	-------------	-------





Les constructions et installations sont autorisées, au fur et à mesure de la réalisation des équipements internes à la zone prévus par les orientations d'aménagement et de programmation ou lors de la réalisation d'une opération d'aménagement d'ensemble.

Sont autorisés sous conditions, les occupations et utilisations du sol suivantes :

Les équipements d'intérêt collectif et services publics

Les installations, constructions et aménagements à destination de restauration, d'hébergement hôtelier et touristique ;

Les établissements à usage de commerces et d'activités de services où s'effectue l'accueil d'une clientèle d'une surface de plancher maximum de 1000 m<sup>2</sup>.

Le terrain est également soumis à OAP et il est précisé dans l'OAP l'axe suivant :

« Mettre en valeur les atouts paysagers et récréatifs (parcs urbains, espaces verts, espaces de loisirs de plein air) »

Il est également indiqué qu'il est possible de créer une salle polyvalente sur ce secteur et de préserver les liaisons douces.

Le consultant a précisé qu'il sera possible de réaliser par exemple des équipements sportifs, de type piscine ou terrains de football par exemple.

## **7 - MÉTHODE D'ÉVALUATION**

La valeur vénale est déterminée par la méthode par comparaison qui consiste à procéder à une étude objective des mutations de biens similaires ou se rapprochant le plus possible de l'immeuble à évaluer sur le marché immobilier local. Au cas particulier, cette méthode est utilisée car il existe un marché immobilier local avec des biens comparables à celui à évaluer.

En l'absence de marché spécifique de terrains à aménager de ce type actuellement, il a été procédé par extension à une étude de marché de terrains à aménager à vocation économique, et de ce positionner sur une valeur basse par rapport à ce type de marché pour tenir compte du caractère plus spécifique, contraint et moins axé sur la rentabilité que du terrain économique. En effet l'OAP limite particulièrement les possibilités de construction et équipements.

## **8- DÉTERMINATION DE LA VALEUR : MÉTHODE COMPARATIVE**

### **8.1. Études de marché**

#### ***8.1.1.Sources Internes à la DGFIP et critères de recherche – Termes de comparaison***

# 1) Etude de marché de terrains en situation privilégiée à vocation économique

N° terme	Adresse	Date	Cadastre	Superficie	Prix HT	Prix au m2	Obs°
1	LA MOTTE 62 HARNES	07/10/2019	413 AR 239 413 AO 340	6946	29 034	4,18	
2	AU TILLEUL ZC de la Peupleraie 62 HENIN- BEAUMONT	06/03/2017	427 ZI 163 427 ZI 85 427 ZI 165 4247 ZI 167	23 110 m2	143 282	6,20	
3	La motte, Chemin de marquoy, 62 HARNES	01/10/2018	413AO148-158- AP470	14064m2	58787,52	4,18	
4	Zone d'activité dure du Bacquerot, LAVENTIE	20/05/2019	D255	7 280 m2	50 960	7	
5	Zone d'activité dure du Bacquerot, LAVENTIE	20/05/2019	D259	11 940 m2	83 580	7	

Il y a peu de termes dans ce type de marché, aussi l'étude a été étendue sur le département et à des années antérieures.

Il ressort de l'étude de marché que les termes de terrains à urbaniser économiques se vendent entre 4 et 7 €/m<sup>2</sup>. Actuellement le marché est plutôt à 7 €/m<sup>2</sup> pour de l'économique.

## 8.1.2. Autres sources externes à la DGFIP

Aucune consultation de sources externes à la DGFIP n'a été réalisée.

## 8.2. Analyse et arbitrage du service – Termes de référence et valeur retenue

Le terrain à évaluer est situé dans un zonage 1 AUL mais est aussi restreint dans son potentiel par les orientations particulières de l'OAP. Le zonage 1 AUL est plus spécifique et ne revêt pas le caractère de rentabilité attaché au 1AU e Dans notre cas, l'OAP limite la destination à des équipements publics et des aménagements de plein air. Aussi il est proposé de retenir la valeur basse de marché à 4 €/m<sup>2</sup>.

$2021 \text{ m}^2 \times 4 \text{ €/m}^2 = 8084 \text{ €}$  arrondi à 8000 € libre d'occupation.

Cette valeur est assortie d'une marge d'appréciation de 10 % portant la valeur maximale d'acquisition sans justification particulière arrondie à **8 800€**.

La marge d'appréciation reflète le degré de précision de l'évaluation réalisée (plus elle est faible et plus le degré de précision est important). De fait, elle est distincte du pouvoir de négociation du consultant.

Dès lors, le consultant peut, bien entendu, toujours vendre à un prix plus élevé ou acquérir à un prix plus bas sans nouvelle consultation du pôle d'évaluation domaniale.

Par ailleurs, sous réserve de respecter les principes établis par la jurisprudence, les collectivités territoriales, leurs groupements et leurs établissements publics ont la possibilité de s'affranchir de cette valeur par une délibération ou une décision pour vendre à un prix plus bas ou acquérir à un prix plus élevé.

## 10 - DURÉE DE VALIDITÉ

Cet avis est valable pour une durée de 18 mois.

Une nouvelle consultation du pôle d'évaluation domaniale serait nécessaire si l'accord\* des parties sur la chose et le prix (article 1583 du Code Civil) n'intervenait pas ou si l'opération n'était pas réalisée dans ce délai.

*\*pour les collectivités territoriales et leurs groupements, la décision du conseil municipal ou communautaire de permettre l'opération équivaut à la réalisation juridique de celle-ci, dans la mesure où l'accord sur le prix et la chose est créateur de droits, même si sa réalisation effective intervient ultérieurement.*

En revanche, si cet accord intervient durant la durée de validité de l'avis, même en cas de signature de l'acte authentique chez le notaire après celle-ci, il est inutile de demander une prorogation du présent avis.

Une nouvelle consultation du pôle d'évaluation domaniale serait également nécessaire si les règles d'urbanisme, notamment celles de constructibilité, ou les conditions du projet étaient appelées à changer au cours de la période de validité du présent avis.

Aucun avis rectificatif ne peut, en effet, être délivré par l'administration pour prendre en compte une modification de ces dernières.

## 11 - OBSERVATIONS

L'évaluation est réalisée sur la base des éléments communiqués par le consultant et en possession du service à la date du présent avis.

Les inexactitudes ou insuffisances éventuelles des renseignements fournis au pôle d'évaluation domaniale sont susceptibles d'avoir un fort impact sur le montant de l'évaluation réalisée, qui ne peut alors être reproché au service par le consultant.

Il n'est pas tenu compte des surcoûts éventuels liés à la recherche d'archéologie préventive, de présence d'amiante, de termites et des risques liés au saturnisme, de plomb ou de pollution des sols.

## 12 - COMMUNICATION DU PRÉSENT AVIS À DES TIERS ET RESPECT DES RÈGLES DU SECRET PROFESSIONNEL

Les avis du Domaine sont communicables aux tiers dans le respect des règles relatives à l'accès aux documents administratifs (loi du 17 juillet 1978) sous réserve du respect du secret des affaires et des règles régissant la protection des données personnelles.

Certaines des informations fondant la présente évaluation sont couvertes par le secret professionnel.

ainsi, en cas de demande régulière de communication du présent avis formulée par un tiers ou bien de souhait de votre part de communication de celui-ci auprès du public, il vous appartient d'occulter préalablement les données concernées.

Pour le Directeur départemental  
et par délégation,



Lubczinski, Christine  
Inspectrice des Finances Publiques,

L'enregistrement de votre demande a fait l'objet d'un traitement informatique. Le droit d'accès et de rectification, prévu par la loi n° 78-17 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'exerce auprès des directions territorialement compétentes de la Direction Générale des Finances Publiques.

### Pierre ANSART :

Cela se situe à côté du crématorium à la limite de Beaurains-Arras. Il y avait un emplacement réservé et on fait valoir ce droit pour faire l'acquisition de cette parcelle. Vous devez savoir qu'il y a des projets communautaires sur ces parcelles. Arras est concerné, Tilloy est concerné et Beaurains. On

verra bien si c'est rétrocedé à la Communauté Urbaine. Y a-t-il des questions ? Je passe au vote. Qui est contre ? Je peux avoir une explication de vote.

**Michel EVRARD :**

C'est juste qu'on a déjà exprimé notre opposition à cette artificialisation des terres donc en votant contre, on exprime notre opposition à ce qui va se passer là-bas.

**Pierre ANSART :**

Vous savez que dans le cadre du PLUI, il y a des zones qui ont été repérées comme urbanisable donc vous souhaitez une révision du PLUI.

**Michel EVRARD :**

Déjà le PLUI en 2019, je ne l'ai pas voté. Une révision du PLUI mais en tout état de cause pour ce projet là il faut arrêter d'artificialiser les terres. J'ai travaillé dans l'urbanisme. Tout ce qui est modification du PLUI ce n'est pas retirer un paragraphe car cela a des conséquences sur beaucoup de choses donc dire que l'on modifie le PLUI c'est une modification d'ensemble.

**Pierre ANSART :**

C'est bien que vous en soyez conscient car si on va contre le PLUI qui a été voté ceux sont des démarches très longues. La proposition que vous faites c'est de bloquer pendant un certain nombre d'années les projets de développement qui étaient prévus sur ce lieu.

**Cédric DUPOND :**

Je rappelle simplement que sur le territoire de la commune de Beaurains, les emplacements réservés et les zones qui sont prévues au PLUI ne sont pas pour de la construction d'habitat mais pour de la construction d'équipements publics, du boisement et de la création de parc. Tous les terrains qui sont sur Beaurains sur cette zone de la Plaine ne sont pas prévus pour être construits pour de l'habitat même du développement économique. Il s'agit de zones réservées à des projets d'intérêt général notamment espaces verts, parcs et équipements publics. La partie qui est constructible se trouve sur la partie arrageoise. Ce qui fait que l'argument n'est pas tout à fait bon.

**Pierre ANSART :**

Heureusement que Monsieur EVRARD n'était pas là en 2012 car on a fait l'extension de Boréal.

## **RAPPORT N°4 ADOPTÉ AVEC 4 CONTRES**

### **5. [Rétrocession d'un terrain au cimetière – Madame SAETTI Josiane](#)**

**Monsieur ANSART expose :**

Madame SAETTI-HERMANT Josiane a acheté dans notre nouveau cimetière le 26 décembre 2001, une concession de 3 m², pour une durée de 50 ans portant le N° 579 (référence AD13-C01).

Cette concessionnaire m'a adressé un courrier en date du 06 avril 2023, m'informant qu'elle souhaite rétrocéder sa concession, n'en ayant plus l'utilité.

Madame Josiane SAETTI-HERMANT résidant 9, rue de Besançon à ACHICOURT (62217), demande à la commune de reprendre ce terrain aux conditions règlementaires, soit au prix de 101 € représentant

les 2/3 du prix de 151,50 € payé lors de l'acquisition, le dernier tiers restant acquis définitivement au Centre Communal d'Action Sociale.

Je vous prie en conséquence de bien vouloir autoriser cette rétrocession et remettre cette concession en vente.

**Pierre ANSART :**

Y a-t-il des questions ? Je passe au vote. Qui est contre ? Abstention ?

#### **RAPPORT N°5 ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ**

##### **6. Colis des aînés - 2023**

**Madame DUTERIEZ expose :**

Lors de la réunion du 22 juin 2023, la Commission des Affaires Sociales a examiné différentes propositions émanant de fournisseurs, afin d'attribuer le colis de nos aînés.

Pour les aînés qui ne peuvent participer au repas annuel, je vous propose :

- De fixer les montants des colis comme suit :
  - À 24,90 € TTC le montant individuel des colis « simple » ;
  - À 34,90 € TTC les colis « couple ».
- De retenir la société « Lou Berret à Grogelac (Périgord) » présentant le meilleur rapport qualité/prix.

**Pierre ANSART :**

Y a-t-il des questions ? Je passe au vote. Qui est contre ? Abstention ?

#### **RAPPORT N°6 ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ**

##### **7. Repas des aînés – 2023**

**Madame DUTERIEZ expose :**

Lors de la réunion du 22 juin 2023, la Commission des Affaires Sociales propose de reconduire le repas des Aînés pour l'année 2023.

La date du repas est fixée au mercredi 13 décembre 2023 à BEAURAINS, au centre multisports Haniquaut.

Le prix du repas préparé, amené et servi à table par le traiteur « La Fine Bouche » de Saint-Laurent-Blangy, est à la charge de la Commune, au tarif de 38,00 € par personne hors boissons. Vous trouverez ci-dessous le détail de cette manifestation :

- Accueil des Aînés à partir de 12 h 30 ;
- Repas entrecoupé par le spectacle « Clindoeil 80's » ;
- Animation de « Talents en Scène » ;
- Fin vers 18h00.

Je vous propose d'autoriser, Monsieur le Maire, ou son représentant, à engager les dépenses afférentes à cette manifestation auprès des prestataires.

**Pierre ANSART :**

Y a-t-il des questions ? Je passe au vote. Qui est contre ? Abstention ?

#### **RAPPORT N°7 ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ**

##### **8. Remboursement prestation cours de musique saison 2022-2023**

**Madame DUPOND-WALLET expose :**

Au cours de la saison 2022-2023, des cours de flûte traversière n'ont pas pu être dispensés.

En conséquence, il est proposé de procéder au remboursement des séances non réalisées par élève sur les bases tarifaires ci-dessous :

QUOTIENTS CAF	Tarifs Beaurinois		
	Tarifs annuels	Tarifs 1 séance	
-334	51,50 €	1,60 €	
335/442	72,00 €	2,25 €	
443/617	92,50 €	2,90 €	
618/882	123,50 €	3,85 €	
883/1147	154,50 €	4,80 €	
1148 et plus	180,50 €	5,65 €	
Tarifs Extérieurs			
Participant à la Classe d'Orchestre	385,00 €	12,00 €	
Tarif plein	770,00 €	24,00 €	

- Je vous demande de bien vouloir autoriser les remboursements sur la base de réclamations des familles ;

- D'imputer ces dépenses au budget 2023.

**Pierre ANSART :**

Y a-t-il des questions ? Je passe au vote. Qui est contre ? Abstention ?

#### **RAPPORT N°8 ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ**

##### **9. Enquête publique installations classées SAS LHOTELLIER TRAVAUX PUBLICS**

**Monsieur VENEL expose :**

Par arrêté en date du 28 août 2023, Monsieur le Préfet du Pas-de-Calais nous informe qu'il a soumis à la consultation du public du 25 septembre 2023 au 23 octobre 2023 inclus, la demande de modification des conditions d'exploitation sur le site sis lieudit « Le chantier de Mercatel », sur le territoire de la commune de Beaurains déposée par la SAS LHOTELLIER TRAVAUX PUBLICS.

Bien que l'activité globale du site reste inchangée par rapport à l'autorisation préfectorale du 29 mars 2018, la SAS LHOTELLIER TRAVAUX PUBLICS sollicite l'enregistrement pour une nouvelle activité de



transit de fraissats routiers (déchets non dangereux non inertes), régie par la rubrique ICPE 2716. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 1 000 m<sup>3</sup>.

Conformément à sa lettre du 29 août 2023 il appartient au Conseil Municipal de donner son avis sur cette demande au plus tard le 6 novembre 2023.

Aussi je vous propose d'émettre un **avis favorable** avec les réserves et recommandations suivantes :

- Le Conseil Municipal demande à ce que la fréquence des mesures de retombées de poussières soit conforme à la réglementation en vigueur et ne se limite pas à des mesures en période de broyage et concassage ;
- Le Conseil Municipal demande à que l'exploitant prenne toutes les mesures nécessaires afin de limiter les rejets de poussières et notamment à réaliser les activités de broyage et concassage les jours de pluie ;
- Le Conseil Municipal demande à l'exploitant de veiller à respecter la réglementation sur le bruit ;
- Le Conseil Municipal demande à l'exploitant d'être vigilant sur l'envol des déchets non inertes tels que les plastiques et cartons et de veiller à procéder à un nettoyage régulier des abords du site ;
- Le Conseil Municipal demande à l'exploitant de réaliser les plantations d'arbres de haut jet sur tout le périmètre du site, en privilégiant les espèces locales, et ceci afin de limiter la dispersion des poussières, la propagation du bruit et l'envol des déchets hors du site ;
- Le Conseil Municipal demande à l'exploitant de porter une attention particulière aux rejets des eaux de ruissellement avec des contrôles réguliers de la qualité de l'eau du bassin d'infiltration ;
- Le Conseil Municipal souhaite connaître le devenir des boues d'hydrocarbures collectées dans le séparateur.

**Eric VENEL :**

Pour information, il n'y a aucune précision sur ce sujet dans le dossier d'enquête.

**Pierre ANSART :**

Y a-t-il des questions ? Je passe au vote. Qui est contre ? Abstention ?

**RAPPORT N°9 ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ**

**10. Charte BELLO RAMO – Projet biodiversité**

**Monsieur VENEL expose :**

À travers la charte Bello Ramo la ville s'est engagée dans une dynamique de ville résiliente et active dans la transition écologique nécessaire à plus d'un titre. La charte a ainsi permis de modifier l'organisation de la ville pour diminuer fortement son impact (éclairage, vitesse dans la ville, traitement des espaces verts,...) et augmenter les actions favorisant la prise de conscience et renouant le lien de la population avec ses espaces naturels (arboretum, vergers libres, jardins partagés...).

Le département du Pas-de-Calais via le fond de biodiversité déploie dès 2023 un plan d'action pour la biodiversité ordinaire et extraordinaire du département avec 3 enjeux :

- Donner de l'air(e) à la biodiversité ;



- Donner des bras, des yeux et des idées à la biodiversité ;
- Donner des ressources et des moyens de gouvernance à la biodiversité.

La ville de Beaurains entend s'appuyer sur les compétences départementales d'une part, et de tous partenaires en capacité de soutenir la transition écologique urgente de la ville d'autre part.

Compte tenu de ce qui précède, il est convenu ce qui suit :

- D'autoriser la mobilisation de fonds spéciaux sur le sujet de la transition écologique auprès des partenaires publics et privés de la ville, et de signer l'ensemble des documents s'y rapportant ;
- De déployer les projets de la charte Bello Ramo sur le territoire communal, au regard des aides obtenues.

**Pierre ANSART :**

Y a-t-il des questions ? Je passe au vote. Qui est contre ? Abstention ?

### **RAPPORT N°10 ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ**

#### **11. Parc automobile municipal – Cession d'un véhicule à un professionnel.**

**Monsieur VEZILIER expose :**

Dans le cadre de la bonne gestion de son patrimoine et de l'optimisation de ses moyens, la Commune de BEAURAINS entend aujourd'hui procéder à la vente d'un véhicule à un professionnel.

Le tableau ci-dessous reprend les caractéristiques du véhicule ainsi que le prix de vente :

N° INVENTAIRE	IMMATRICULATION	MARQUE / TYPE	CARACTÉRISTIQUE	DATE DE 1 <sup>ère</sup> MISE EN CIRCULATION	KM	PRIX
2182 2004 1383	3930 TN 62	Renault Master	VL- utilitaire	8 juin 2004	217 068	500,00 €

Compte tenu de ce qui précède, il vous est donc demandé de bien vouloir :

- Autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer toutes les pièces nécessaires liées à cette opération.

La recette afférente à cette cession sera reprise dans le budget de l'exercice 2023.

**Pierre ANSART :**

Y a-t-il des questions ? Je passe au vote. Qui est contre ? Abstention ?

### **RAPPORT N°11 ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ**

## 12. Acquisition d'une partie de la parcelle cadastrée AD 287 – Rue Arthur RIMBAUD

### **Monsieur DUPOND expose :**

Par délibération en date du 3 novembre 2021 vous avez décidé la vente de la parcelle cadastrée AD 372 pour une contenance d'environ 451 m<sup>2</sup> à Monsieur POLAT Lutfu ou toute autre société s'y substituant.

Monsieur POLAT avait sollicité notre intervention auprès du Conseil Départemental du Pas-de-Calais pour se rendre acquéreur de la partie jouxtant la parcelle AD 372 pour environ 260 m<sup>2</sup> en vue de finaliser son projet d'implantation d'un bâtiment à usage artisanal et de bureaux sur une plus grande parcelle.

En effet, cette partie de parcelle cadastrée AD 287 est intégrée à la voie Arthur Rimbaud, domaine privé du Conseil Départemental du Pas de Calais et constitue un délaissé de voirie de la zone d'activités artisanales.

Le Conseil Départemental vient de nous informer de leur accord, d'une part sur la cession de cette partie de parcelle cadastrée AD 287 à la commune de Beaurains pour environ 260 m<sup>2</sup> et d'autre part régulariser le transfert à la Communauté Urbaine d'Arras de la partie restante de la parcelle AD 372 à usage de voirie.

Le prix de vente a été fixé à 3 120 euros TTC, conforme à l'avis des domaines du 26 mai 2023.

Je vous propose de :

- autoriser le Monsieur le Maire, ou son représentant, à acquérir la partie de parcelle cadastrée AD 287 pour environ 260 m<sup>2</sup> ;
- autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer toute pièce nécessaire à cette opération ;



**Cédric DUPOND :**

C'est une parcelle qui se situe à l'arrière de la boulangerie Louise et Prise Directe. C'est un terrain qui était en friche et qui appartient au Conseil Départemental. On a discuté avec le Conseil Départemental et c'était assez long mais le Conseil Départemental vient de nous annoncer leur accord sur la cession de cette parcelle AD 287 à la commune de Beaurains pour environ 260 m² et régulariser le transfert à la Communauté Urbaine d'Arras de la partie restante AD372 à usage de voirie. La voirie d'entrée vers le crématorium appartient toujours au Département et n'a pas été transféré à la CUA. Le prix de vente de la parcelle que propose le Conseil Départemental est de 3 120 € TTC conforme à l'avis des Domaines du 26 mai 2023. L'avis des Domaines a été réclamé par le Conseil Départemental. Je vous propose d'autoriser monsieur le maire ou son représentant à acquérir la partie de parcelle cadastrée AD287 pour environ 260 m² et autoriser monsieur le Maire ou son représentant à signer toute pièce nécessaire à cette opération. Cette opération devant se faire en acte administratif. Pas devant un notaire. On pourra peut-être régulariser les frais de géomètre.

**Pierre ANSART :**

Y a-t-il des questions ? Je passe au vote. Qui est contre ? Abstention ?

**RAPPORT N°12 ADOPTÉ AVEC 4 CONTRES**

**Pierre ANSART :**

Pour les mêmes raisons que tout à l'heure ?

**Michel EVRARD :**

En 2021, nous avons aussi voté contre.

**13. Cession d'une partie de la parcelle cadastrée AD 287 – Rue Arthur RIMBAUD**

**Monsieur DUPOND expose :**

Vous venez de m'autoriser à acquérir la parcelle cadastrée AD 287 pour environ 260 m<sup>2</sup> auprès du Conseil Départemental du Pas de Calais.

Par délibération en date du 3 novembre 2021, vous avez autorisé la vente de la parcelle cadastrée AD 372 pour environ 451 m<sup>2</sup> à Monsieur POLAT Lutfu au prix de 30 000 euros (trente mille euros) HT (hors TVA).

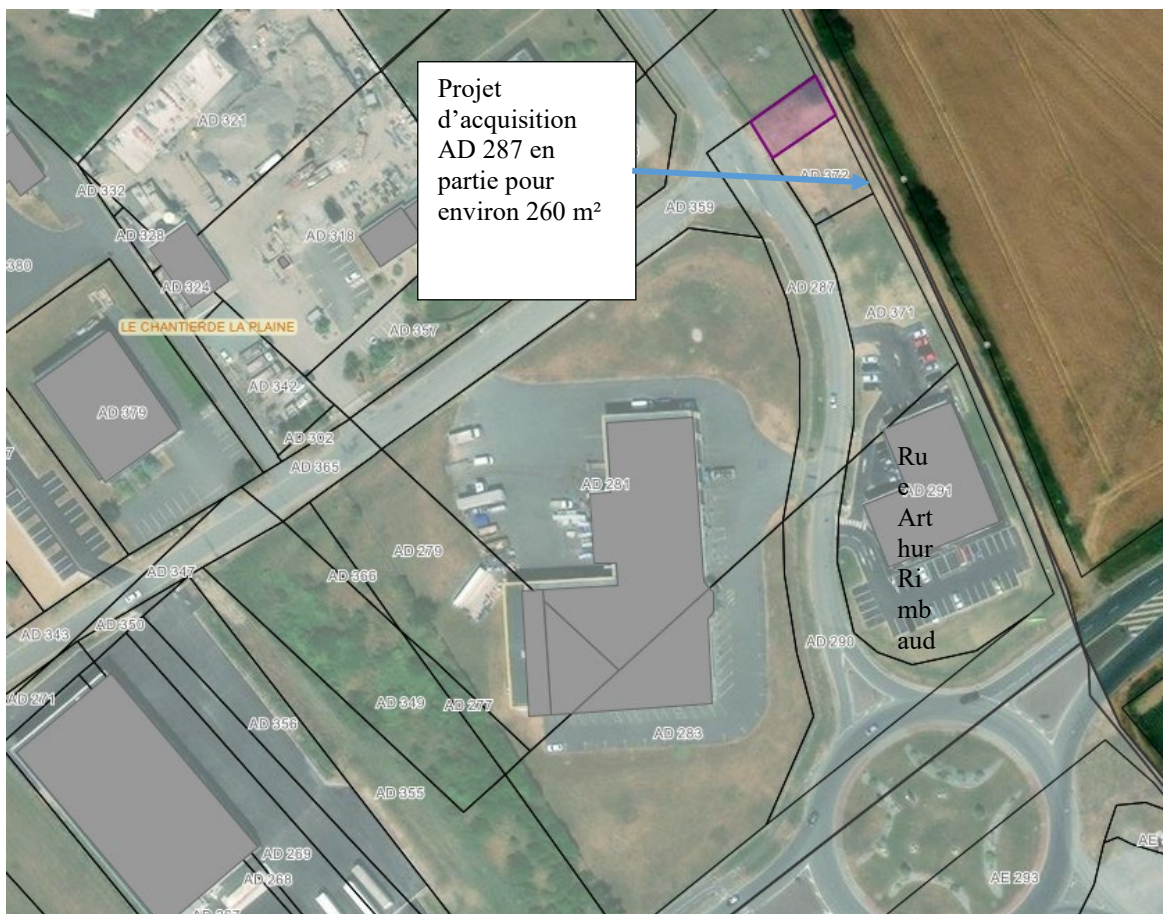
Afin de lui permettre de développer son projet d'implantation d'un bâtiment à usage artisanal et de bureaux, tel que relaté dans la délibération en date du 3 novembre 2021, il convient de lui céder cette partie de parcelle cadastrée AD 287 pour environ 260 m<sup>2</sup>, ce qui permettra d'obtenir une unité foncière d'environ 711 m<sup>2</sup>.

Vu l'avis des domaines en date du 26 mai 2023 et tenant compte du prix de vente de la parcelle AD 372 et sa valorisation par l'ajout de la parcelle AD 287 en partie, le prix de vente est fixé à 17294 euros (dix-sept mille deux cent quatre-vingt-quatorze euros).

Je vous propose de :

- autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à céder la partie de parcelle cadastrée AD 287 pour environ 260 m<sup>2</sup> ;
- autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer toute pièce nécessaire à la réalisation de cette opération ;
- confier la rédaction de l'acte de vente à Maître Gérard BAILLET, Notaire à ARRAS.





#### Cédric DUPOND :

Il s'agit dans la suite logique de la délibération qu'on vient d'évoquer de la vente à l'acquéreur qu'on vient d'évoquer de la parcelle qui nous appartenait à monsieur POLAT ; Il s'agit de la parcelle AD 287 – rue Rimbaud au même prix que ce qu'on avait vendu la dernière fois soit 30 000 €. C'est au même prix le m<sup>2</sup> qu'on avait vendu précédemment : ce qui fait 17 294 €. Il a acheté l'autre parcelle 30 000 € pour pouvoir faire un ensemble avec ces 2 parcelles. On demande à monsieur le Maire ou son représentant de céder la partie de parcelle cadastrée AD 287 pour environ 260 m<sup>2</sup>, d'autoriser monsieur le Maire ou son représentant à signer toute pièce nécessaire à la réalisation de cette opération, confier la rédaction de l'acte de vente à Maître Gérard BAILLET, notaire à Arras. Il nous restera en assise l'emplacement du poste électrique ; une parcelle domaine communal et par la suite domaine public.

#### Pierre ANSART :

Y a-t-il des questions ? Je passe au vote. Qui est contre ? Abstention ?

### **RAPPORT N°13 ADOPTÉ AVEC 4 CONTRES**

#### **14. Vente de terrain – Parcelles AE 609 et ZH 44 – Boréal Parc**

#### **Monsieur DUPOND expose :**

Par délibérations du Conseil Municipal en date du 15 décembre 2021 et du 13 avril 2022, vous avez autorisé la vente au profit de NORINVEST ou toute autre société s'y substituant des parcelles cadastrées AE 609 et AE 610 en partie pour une contenance d'environ 7 000 m<sup>2</sup> située en zone d'activités commerciale BOREAL PARC.

Par délibération du Conseil Municipal en date du 13 avril 2022, vous avez autorisé un échange sans soulte de parcelles entre la commune de Beaurains et K'Val Cad ayant pour conséquence la création et la récupération au profit de la commune de la parcelle ZH 44 pour une superficie de 441 m<sup>2</sup>, parcelle contiguë à la parcelle AE 609 évoquée ci-avant.

L'investisseur NORINVEST n'ayant pas poursuivi son projet, les parcelles sont de nouveau disponibles à la vente.

La société JPL Développement, représentée par Monsieur Maxence LEMPEREUR, domicilié RN 319 à COURRIERES (62710) nous a contacté afin d'acquérir les parcelles :

Sec.	N°	Lieudit	ha	a	ca
AE	609	LE CHANTIER DE LA PIGACHE	0	70	00
ZH	44	LE CHANTIER DE LA PIGACHE	0	04	41
TOTAL			0	74	41

La société JPL Développement s'engage à déposer un permis de construire d'ici la fin de l'année 2023.

Dans le cadre du développement de cette zone commerciale BOREAL PARC, vu l'avis des domaines du 8 décembre 2021 estimant la valeur vénale à 65 € m<sup>2</sup>, la commune souhaite vendre ces parcelles de terrain à bâtir au prix de 65 € hors taxes le mètre carré (soixante-cinq euros HT), soit :

Au profit du budget annexe BORÉAL PARC :

Parcelle AE 609 d'une superficie de 7 000 m<sup>2</sup> à 65 € HT, soit 455 000 € HT.

Au projet du budget principal, la parcelle ZH 44 n'étant pas intégrée au Plan d'Aménagement de la zone d'activités BORÉAL PARC :

Parcelle ZH 44, d'une superficie de 441 m<sup>2</sup> à 65 € HT, soit 28 665 € HT.

Les frais d'acte et de géomètre sont à la charge de l'acquéreur.

- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer un protocole de vente avec la société JPL Développement ou toute autre société s'y substituant ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant à vendre la parcelle cadastrée AE 609 pour une contenance de 7 000 m<sup>2</sup> à JPL Développement ou toute autre société s'y substituant au prix de 65 € hors taxes du mètre carré (soixante-cinq euros HT) ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant à vendre la parcelle cadastrée ZH 44 pour une contenance de 441 m<sup>2</sup> à JPL Développement ou toute autre société s'y substituant au prix de 65 € hors taxes du mètre carré (soixante-cinq euros HT) ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant, à signer toute pièce nécessaire à la réalisation de cette opération ;
- De confier la rédaction de l'acte de vente à Maître Gérard BAILLET, Notaire à Arras ;
- Les crédits seront prévus au budget annexe Boréal et au budget principal de l'exercice 2023.

#### Cédric DUPOND :

C'est une parcelle qui appartient à la commune et pas à monsieur BOUTTEMY. On rappelle que nous avons délibéré pour la vente à Norinvest, investisseur qui était en cours de négociation avec une enseigne. Compte tenu du contexte économique, à priori, l'enseigne ne poursuit pas son projet.

Ils nous ont informé au mois de juin dernier. On avait d'autres demandeurs sur cette parcelle. On vous propose de vendre cette parcelle à la société JPL développement représentée par Monsieur Maxence LEMPEREUR, domicilié RN 319 à Courrières au même prix de 65 € le m<sup>2</sup>. Vous avez la parcelle AE 609 de 6 000 m<sup>2</sup> située sur Boréal par cet une parcelle contigüe en terrain non constructible de 441 m<sup>2</sup> pour un montant de 28 665 € sachant que les 455 000 € vous les retrouvez dans le budget annexe et que les 28 655 € vous les retrouverez dans le budget principal de la commune. On vous demande d'autoriser monsieur le Maire ou son représentant à signer un protocole de vente avec la société JPL développement ou tout autre société s'y substituant, d'autoriser monsieur le Maire ou son représentant à vendre la parcelle cadastrée AE 609 pour une contenance de 7 000 m<sup>2</sup> à JPL Développement ou tout autre société s'y substituant au prix de 65 € hors taxes du mètre carré, de confier la rédaction de l'acte de vente à Maître BAILLET notaire à Arras

**Pierre ANSART :**

Y a-t-il des questions ? Je passe au vote. Qui est contre ? Abstention ?

**RAPPORT N°14 ADOPTÉ AVEC 4 CONTRES**

15. Constitution d'un groupement de commandes composé de la Communauté Urbaine d'Arras et des communes d'Arras, Achicourt, Anzin-Saint-Aubin, Beaurains, Dainville, Saint-Laurent-Blangy, Saint-Nicolas et Sainte-Catherine pour l'adhésion au Groupement d'Intérêt Public « RESAH »

**Monsieur DUPOND expose :**

Mesdames, Messieurs,

Sur la base du recensement des besoins réalisé conjointement entre la Communauté Urbaine d'Arras et les communes d'Arras, Achicourt, Anzin-Saint-Aubin, Beaurains, Dainville, Saint-Laurent-Blangy, Saint-Nicolas et Sainte-Catherine, il apparaît opportun de constituer un groupement de commandes afin d'adhérer Groupement d'Intérêt Public « RESAH » et de bénéficier des prestations de cet organisme dans les domaines suivants :

- Téléphonie et infrastructures de téléphonie ;
- Cybersécurité ;
- Infrastructures réseaux ;
- Logiciels et solutions applicatives.

Ainsi, il apparaît opportun de mettre en œuvre un groupement de commandes dont la Communauté Urbaine d'Arras sera le coordonnateur, afin de bénéficier des prestations proposées par le Groupement d'Intérêt Public « RESAH », le coordonnateur pourra adhérer au nom des membres du groupement ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L2121-1 et suivants, L1414-3, L1411-5, L1411-5-1 ;

Vu le Code de la Commande Publique et notamment les articles L2113-6 à L2113-8 du Code de la Commande Publique ;

Je vous propose :

- De valider le principe de la constitution d'un groupement de commandes entre la Communauté Urbaine d'Arras et les communes d'Arras, Achicourt, Anzin-Saint-Aubin, Beaurains, Dainville, Saint-Laurent-Blangy, Saint-Nicolas et Sainte-Catherine ;

- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention constitutive correspondante.

**Cédric DUPOND :**

Un groupement de commandes qui s'appelle RESAH dans les domaines suivants :

- Téléphonie et infrastructures de téléphonie
- Cybersécurité
- Infrastructures réseaux
- Logiciels et solutions applicatives

On vous propose de valider la constitution du groupe et d'y adhérer, d'autoriser monsieur le maire ou son représentant à signer la convention constitutive correspondante que vous avez en annexe.

**Pierre ANSART :**

Y a-t-il des questions ? Je passe au vote. Qui est contre ? Abstention ?

**RAPPORT N°15 ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ**

16. Finalisation du transfert de la compétence Parcs et aires de stationnement Transfert des biens, droits et obligations Adoption du rapport de la Commission Locale d'Évaluation des Charges Transférées (CLECT)

**Monsieur DUPOND expose :**

Mesdames, Messieurs,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code Général des Impôts ;

Vu le rapport de la Commission Locale chargée d'Évaluer les Charges Transférées (C.L.E.C.T) en date du 31 août 2023 ;

L'article L. 5215-20 du Code Général des Collectivités Territoriales, qui régit les compétences des Communautés Urbaines, dispose que celles-ci exercent de plein droit, au lieu et place des communes membres, les compétences suivantes :

« [...] 2° En matière d'aménagement de l'espace communautaire : « [...] b) Organisation de la mobilité au sens des articles L. 1231-1, L. 1231-8 et L. 1231-14 à L. 1231-16 du Code des Transports, sous réserve de l'article L. 3421-2 du même code ; création, aménagement et entretien de voirie ; signalisation ; parcs et aires de stationnement ; plan de mobilité ».

La compétence « parcs et aires de stationnement » est d'ailleurs expressément reprise dans l'arrêté préfectoral du 22 septembre 2017 fixant les compétences de la Communauté Urbaine d'Arras.

Dans son rapport d'observations définitives délibérées le 10 mai 2022, la Chambre Régionale des Comptes Hauts-de-France a toutefois relevé que « fin 2021, elle [la Communauté Urbaine d'Arras] n'avait pas encore repris la gestion des parcs et aires de stationnement [...]. Elle recommande de procéder à ce transfert [...] ».



Si, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2017, la Communauté Urbaine d'Arras intervient opérationnellement – en sus des parkings de délestage liés au Plan de Déplacements Urbains sur lesquels elle intervenait historiquement – sur l'ensemble des aires de stationnement se situant sur la chaussée, le long des voies et libres d'accès, les parkings barriérés payants aériens et souterrains de la ville d'Arras n'ont en revanche effectivement pas été transférés à ladite Communauté à cette même date, ce dans une démarche progressive d'intégration des compétences adaptée à la taille et aux caractéristiques du territoire.

Aussi, restent à ce jour à transférer à la Communauté Urbaine d'Arras les parkings barriérés payants aériens et souterrains de la ville d'Arras suivants :

- Parkings barriérés aériens dits de surface :
  - Parking des Arazzi (Cœur d'îlot de l'Atria) ;
- Parkings barriérés souterrains :
  - Parking souterrain de la Grand' Place ;
  - Parking souterrain du Centre Européen.

À noter que ces parkings sont actuellement exploités en régie.

S'agissant du parking du dépose minute et taxis (Place Foch), du parking du parcotrain (Place Foch) et du parking Saint-Vaast à Arras, ceux-ci ne sont pas repris dans le cadre du transfert :

- le premier étant amené à « disparaître » en 2023 dans le cadre du réaménagement progressif de la Place Foch et du Master plan porté par la Communauté Urbaine d'Arras ;
- le deuxième étant devenu à l'été 2023 une zone de stationnement horodatée non barriérée ;
- le troisième, attaché au projet d'aménagement global du Palais Saint-Vaast porté par la Ville d'Arras, dont l'usage doit – à court ou moyen terme – évoluer.

Un groupe de travail composé d'élus communautaires a ainsi engagé une réflexion visant à finaliser le transfert de la compétence « parcs et aires de stationnement », au plus tard le 1<sup>er</sup> janvier 2024.

Les conclusions de ce groupe de travail ont ainsi conduit à la nécessité de transférer à notre établissement l'ensemble des parkings précités.

Par délibération en date du 28 septembre 2023, le Conseil de la Communauté Urbaine d'Arras a donc décidé de finaliser le transfert de la compétence « parcs et aires de stationnement », et en conséquence de procéder au transfert – au profit de la Communauté Urbaine d'Arras – des biens, droits et obligations s'agissant des équipements précités, ce à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024.

Les incidences financières de ce transfert ont fait l'objet – en application de l'article 1609 nonies C du Code Général des Impôts – d'un rapport de la Commission Locale d'Évaluation des Charges Transférées (CLECT), lors de sa réunion en date du 31 août 2023, évaluant le coût net des charges transférées.

L'article 1 609 nonies C du Code Général des Impôts prévoit que le rapport de la Commission doit être approuvé par délibérations concordantes de la majorité qualifiée des conseils municipaux prévue au premier alinéa du II de l'article L. 5211-5 du code général des collectivités territoriales, prises dans un délai de trois mois à compter de la transmission du rapport au conseil municipal.

Vu l'exposé qui précède ;

Il vous est proposé :

- d'APPROUVER le rapport de la Commission Locale d'Évaluation des Charges Transférées du 31 août 2023 sur le transfert de la compétence « parcs et aires de stationnement » au profit de la Communauté Urbaine d'Arras ;
- de NOTIFIER cette décision à Monsieur le Président de la Communauté Urbaine d'Arras.

**Cédric DUPOND**

On ne va pas s'étaler car cela nous concerne assez peu. Le transfert parcs et aires stationnement à la CUA et vous aviez la possibilité de consulter les rapports de la CLECT. On ne les a pas diffusés Laurent car ces rapports contenaient des données nominatives notamment des salaires de la ville d'Arras. La compétence parcs et aires de stationnement qui est reprise directement par la CUA avec un transfert d'agents et une conséquence sur les allocations de compensation des villes concernées par les parkings souterrains et uniquement la ville d'Arras. On vous propose d'approuver le rapport de la commission locale d'évaluation des charges transférées du 31 août 2023 sur le transfert de la compétence parcs et aires de stationnement au profit de la CUA, de notifier cette décision à Monsieur le Président de la CUA.

**Pierre ANSART :**

Il faut préciser que tous les parkings souterrains ne sont pas transférés. Il reste en gestion communale d'Arras des parkings souterrains tels que celui de l'Atria et celui de la grande place.

**Cédric DUPOND :**

Non le parking des Arazzi, le parking souterrain de la grand place et le parking souterrain du centre européen passent à la communauté urbaine. S'agissant du parking du dépose minute et taxis et le parking parcotrain et le parking Saint Vaast ceux-ci ne sont pas repris dans le cadre du transfert. Les nouveaux parkings qui vont être créés dans le cadre du master plan sont créés par la Communauté Urbaine d'Arras c'est le parking du palais st Vaast et celui de la place Foch.

**Pierre ANSART :**

Autant pour moi. Y a-t-il des questions ? Je passe au vote. Qui est contre ? Abstention ?

**RAPPORT N°16 ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ**

**Cédric DUPOND :**

La ville d'Arras vous en remercie.

17. Finalisation du transfert de la compétence voirie Transfert des biens, droits et obligations en lien avec l'éclairage public Adoption du rapport de la Commission Locale d'Évaluation des Charges Transférées (CLECT)

**Monsieur DUPOND expose :**

Mesdames, Messieurs,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code Général des Impôts ;

Vu le rapport de la Commission Locale chargée d'Évaluer les Charges Transférées (C.L.E.C.T) en date du 28 septembre 2023 ;

L'article L. 5215-20 du Code Général des Collectivités Territoriales, qui régit les compétences des communautés urbaines, dispose que celles-ci exercent de plein droit, au lieu et place des communes membres, les compétences suivantes :

« [...] 2° En matière d'aménagement de l'espace communautaire : « [...] b) Organisation de la mobilité au sens des articles L. 1231-1, L. 1231-8 et L. 1231-14 à L. 1231-16 du Code des Transports, sous réserve de l'article L. 3421-2 du même code ; création, aménagement et entretien de voirie ; signalisation ; parcs et aires de stationnement ; plan de mobilité ».

Des interprétations juridiques divergentes avaient conduit les élus de la Communauté Urbaine d'Arras – lors du transfert de l'intégralité des voiries opéré à compter du 1er janvier 2017, dans une démarche progressive d'intégration des compétences adaptée à la taille et aux caractéristiques du territoire – à ne pas transférer les missions relatives à l'éclairage public, qui sont donc demeurées dans le giron des communes de la Communauté Urbaine.

Dans son rapport d'observations définitives délibérées le 10 mai 2022, la Chambre Régionale des Comptes Hauts-de-France a toutefois relevé que le transfert de la compétence Voirie intervenu au 1<sup>er</sup> janvier 2017 avait été opéré de manière incomplète, la gestion de la voirie et de ses dépendances comprenant notamment l'éclairage public.

Selon l'article L. 111-4 du code de la voirie routière, la voirie se définit en effet comme l'ensemble des « biens du domaine public (...) affectés aux besoins de la circulation terrestre à l'exception des voies ferrées ».

Selon la jurisprudence administrative, la notion de dépendance se définit quant à elle comme les éléments autres que la chaussée qui sont nécessaires à la conservation et à l'exploitation de la route ainsi qu'à la sécurité des usagers.

Or et comme a pu le relever la Chambre Régionale des Comptes Hauts-de-France dans le rapport précité, le « champ d'action [de la Communauté Urbaine d'Arras dans le domaine de l'éclairage public] est limité aux zones industrielles structurantes, alors qu'il devrait concerner l'ensemble de son territoire. En conséquence, la chambre recommande à l'établissement de finaliser le transfert de la compétence « voirie » ».

Un groupe de travail composé d'élus communautaires a ainsi engagé une réflexion visant à finaliser le transfert de la compétence voirie, s'agissant du volet éclairage public, au plus tard le 1<sup>er</sup> janvier 2024.

Les conclusions de ce groupe de travail ont ainsi conduit à la nécessité de transférer à la Communauté Urbaine d'Arras l'éclairage public concourant à l'exploitation de la voie ainsi qu'à la sécurité des usagers (hors éclairage sur les chemins communaux qui reste de la compétence des communes).

Ainsi, en ce qui concerne l'éclairage public d'ornementation (éclairage de bâtiments publics, de monuments divers, de parcs publics, de décoration de Noël, etc...), celui-ci ne fait pas partie de l'éclairage public en lien avec la compétence voirie et n'entre donc pas dans le champ de la présente délibération.

Par délibération en date du 28 septembre 2023, le Conseil de la Communauté Urbaine d'Arras a ainsi décidé de finaliser le transfert de la compétence voirie, s'agissant du volet éclairage public, et en conséquence de procéder au transfert – au profit de la Communauté Urbaine d'Arras – des biens, droits et obligations s'agissant de l'éclairage public concourant à l'exploitation de la voie ainsi qu'à la sécurité des usagers, ce à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024.

Les incidences financières de ce transfert ont fait l'objet – en application de l'article 1 609 nonies C du Code Général des Impôts – d'un rapport de la Commission Locale d'Évaluation des Charges Transférées (CLECT), lors de sa réunion en date du 28 septembre 2023, évaluant le coût net des charges transférées.

L'article 1 609 nonies C du Code Général des Impôts prévoit que le rapport de la Commission doit être approuvé par délibérations concordantes de la majorité qualifiée des conseils municipaux prévue au premier alinéa du II de l'article L. 5211-5 du Code Général des Collectivités Territoriales, prises dans un délai de trois mois à compter de la transmission du rapport au Conseil Municipal.

Vu l'exposé qui précède ;

Il vous est proposé :

- d'APPROUVER le rapport de la Commission Locale d'Évaluation des Charges Transférées du 28 septembre 2023 sur le transfert de la compétence éclairage public concourant à l'exploitation de la voie ainsi qu'à la sécurité des usagers au profit de la Communauté Urbaine d'Arras ;
- de NOTIFIER cette décision à Monsieur le Président de la Communauté Urbaine d'Arras.

**Cédric DUPOND :**

C'est un vieux sujet à partir du moment où la Communauté Urbaine a pris en compétence la voirie et l'intégralité des voiries depuis 2 ans. Le sujet était en discussion à chaque fois avec la Communauté Urbaine de ce que constitue la voirie et les éléments de la voirie. À la suite d'un rapport de la Chambre Régionale des Comptes, ils ont donné raison à des gens qui disaient que la voirie c'était l'intégralité du plateau, les trottoirs compris, le mobilier urbain et l'éclairage public. Ce qui fait qu'aujourd'hui suite au rapport du 10 mai 2022, la Communauté Urbaine est obligée d'intégrer l'ensemble de la voirie et de prendre en charge l'éclairage public. Dans des questions écrites au Sénat, la définition de la voirie c'était cela. On vous propose d'adopter le rapport de la commission locale d'évaluation des charges transférées du 28 septembre 2023 sur le transfert de la compétence éclairage public concourant à l'exploitation de la voie ainsi qu'à la sécurité des usagers au profit de la communauté urbaine, de notifier cette décision à monsieur le Président de la Communauté Urbaine d'Arras. Cela a un impact sur nos dotations, sur l'attribution de compensation mais on s'en en ait plutôt bien sorti. On a 28 000 € de baisse alors que rien que la facture sur l'éclairage public, on était plus près de 85 000 €, l'entretien de la voirie, la maintenance, le remplacement quand il y a un accident, les dossiers d'accident qui sont traités par nos services. C'est plutôt bénéfique pour nous en terme budgétaire.

**Pierre ANSART :**

Les derniers travaux dans les différentes communes de passage en LED seront réalisés par la Communauté Urbaine qui prendra en charges ces travaux. Tout ne sera pas fait tout de suite.

**Cédric DUPOND :**

Vous avez la possibilité de consulter le rapport de la CLECT mais on ne voulait pas le diffuser car il y a des éléments car il y a des communes autres que Arras qui ont transféré des employés qui s'occupaient de l'éclairage public.

**Pierre ANSART :**

Le transfert d'un employé ne peut se faire que si cela représente 60 % de son temps. Nous n'avions pas d'employé dans ce cas-là car nous avons un prestataire. Y a-t-il des questions ? Je passe

au vote. Qui est contre ? Abstention ? Ces rapports vont passer en conseil communautaire prochainement.

## RAPPORT N°17 ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

18. Finalisation du transfert de la compétence voirie, Transfert des biens, droits et obligations en lien avec l'éclairage public, Définition des conséquences patrimoniales Autorisation de signature des procès-verbaux de transfert

**Monsieur DUPOND expose :**

Mesdames, Messieurs,

Vu l'article L. 5215-28 du Code Général des Collectivités Territoriales, au terme duquel : « Les immeubles et meubles faisant partie du domaine public des communes appartenant à l'agglomération sont affectés de plein droit à la Communauté Urbaine, dès son institution, dans la mesure où ils sont nécessaires à l'exercice des compétences de la communauté. Le transfert définitif de propriété ainsi que des droits et obligations attachés aux biens transférés est opéré par accord amiable. A défaut d'accord amiable, un décret en Conseil d'État, pris après avis d'une commission dont la composition est fixée par arrêté du ministre de l'Intérieur et qui comprend notamment des maires et des conseillers départementaux, procède au transfert définitif de propriété au plus tard un an après les transferts de compétences à la communauté urbaine. Les transferts de biens, droits et obligations prévues aux alinéas précédents ne donnent pas lieu à indemnité, droit, taxe, contribution prévue à l'article 879 du Code Général des Impôts ou honoraires » ;

Par délibération en date du 28 septembre 2023, le Conseil de la Communauté Urbaine d'Arras a décidé de finaliser le transfert de la compétence voirie, s'agissant du volet éclairage public, et en conséquence de procéder au transfert – au profit de la Communauté Urbaine d'Arras – des biens, droits et obligations s'agissant de l'éclairage public concourant à l'exploitation de la voie ainsi qu'à la sécurité des usagers, ce à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024.

Il convient aujourd'hui de définir les conséquences patrimoniales de ce transfert sur les biens concernés et de constater contradictoirement le transfert des biens, droits et obligations nécessaires à l'exercice de la compétence transférée à la Communauté Urbaine d'Arras à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024.

Compte tenu de ce qui précède, il vous est donc aujourd'hui proposé :

- de bien vouloir autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document utile à la mise en œuvre de la présente délibération et notamment le procès-verbal à intervenir avec la Communauté Urbaine d'Arras constatant le transfert définitif de propriété des biens dont il s'agit ainsi que des droits et obligations attachés aux biens transférés ;
- de dire que ces transferts de biens, droits et obligations ne donneront pas lieu à indemnité, droit, taxe, contribution ou honoraires.

**Pierre ANSART :**

C'est la suite logique du rapport 17. Est-ce qu'il est nécessaire d'expliquer d'avantage. Les poteaux d'éclairage vont être transférés à la communauté urbaine. Je passe au vote. Qui est contre ? Abstention ?

## RAPPORT N°18 ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

**Monsieur DUPOND expose :**

Monsieur le Maire soumet à l'approbation du Conseil Municipal la Décision Modificative n°1 relative au budget principal de l'exercice 2023.

Il vous est demandé d'approuver la Décision Modificative n°1 telle que présentée en annexe.

**Cédric DUPOND :**

C'est la décision modificative sur le budget principal et la décision modificative sur le budget annexe Boréal. On va les faire en même temps. Il y a une présentation commune. La présentation a été faite en commission finances jeudi dernier. Sur les dépenses réelles de fonctionnement, il faut dire que le montant global de cette modification sur les dépenses de fonctionnement ; c'est 55 000 € plus des dépenses d'ordre de 48 808 € sur un budget de 6 millions d'euros. C'est une décision modificative très modeste et beaucoup d'ajustements de compte à compte. On peut dire que la préparation du budget a permis de régler pas mal de problèmes et pas beaucoup de modifications à faire. Sur le chapitre 11 en dépense de fonctionnement. Il y a deux choses dans les charges à caractère général qui ont bougé et qui n'étaient pas prévues au budget principal dans les charges c'est la mise à jour individuelle du dossier de personnel ce sont surtout des archives. Vous savez qu'il y a quelques années on avait fait refaire l'intégralité de nos archives par une société privée. Aujourd'hui, c'est un abondement de 4 500 € pour transférer aux archives les dossiers du personnel. Autre dépense qui n'était pas prévue. On a pris un prestataire cet été l'association Regain pour renforcer nos équipes d'espaces verts au moment de la tonte. Voilà les 13 049 € de charges supplémentaires à caractère général. Sur le chapitre 14, il y a des reversements sur les contributions indirectes et une diminution par rapport à ce qu'on avait prévu de notre participation en fond de péréquation au SPIC. Sur les autres charges de gestion courante, en dépense réelle de fonctionnement, il y a quelques ajustements d'articles : 15 000 € donc il y a 2 000 € supplémentaires sur le budget du CCAS. Il y a des dépenses et des achats d'abonnements sur des licences pour la communication donc 15 480 € de dépense. Sur le chapitre charge financière, ce qui était attendu l'augmentation des taux. On a 8000 € d'intérêts supplémentaires et les intérêts des comptes courants sur la ligne de trésorerie qui sont nécessaires compte tenu de l'augmentation importante des taux puisque nos taux sont basés sur l'euribor, sur le taux de la BCE, sur le livret de caisse d'Épargne avec l'évolution que l'on a connue cette année, les charges financières se sont alourdies. Sur le 67 ce sont essentiellement des titres annulés soit 2 515 €. Voilà pour les dépenses de fonctionnement supplémentaires. Pour les dépenses 023, c'est un virement à la section d'investissement qui diminue de 19 156 € mais vous verrez pourquoi juste après et les opérations d'ordre entre section avec l'ajustement des amortissements sur la M57 qui nous a causé quelques soucis. La maquette M57 était nouvelle et les applicatifs n'étaient pas tous mis à jour aussi bien qu'on le pensait. Les dépenses de fonctionnement qui se montent à 48 808 €. Au niveau des recettes, il y a les produits des services de 2 515 €, ceux sont les dépenses d'ordre que l'on a vu tout à l'heure. Les impôts et taxes – 8 014 €, la fiscalité locale avec des dotations qui ont augmenté notamment le SPIC, les dotations et participations de 12 759 € qu'on équilibre avec les produits à 48 808 €. Il n'y a pas de mouvement d'ordre en recette. Pour l'investissement, il y a beaucoup d'ajustement de compte à compte comme on l'a évoqué. Pour vous donner quelques exemples, sur des investissements qui n'étaient pas prévus ; On a acheté une pompe hydraulique pour les services techniques, on a changé le moteur d'une tondeuse, des supports muraux pour les écoles, un boîtier gitabox ceux sont des passerelles gestion internet pour le wifi public, l'équipement digital de l'atelier citoyen, des couchages et du mobilier pour les écoles, du mobilier pour les agents, et pour le centre social, des drapeaux publicitaires, l'achat à l'euro symbolique nous a occasionné des frais de notaire pour 1 000 €. Il y a 46 548 € de dépenses supplémentaires sur le chapitre 21. La subvention d'équipement de – 19 156 €, les immobilisations en cours de 449 162,00 € essentiellement des travaux prévus au centre social. Il y a 447 272 € de travaux prévus au budget de cette année. Ils ne seront pas tous faits cette année et ce sera le moyen d'avoir un excédent et des reports pour l'année prochaine pour l'investissement. La coordination de sécurité sur les chantiers pour 1 890 €. Vous avez

une conséquence sur les emprunts soit une augmentation de 1 000 € avec les emprunts qui ont été réalisés cette année. Voilà pour les dépenses. Vous allez avoir l'acquisition à l'euro symbolique car on doit amortir le terrain et le bâtiment Spie Trindel pour un montant de 182 000 € c'est la valeur estimée par les Domaines. C'est ce que nous aurions dû payer si on ne l'avait pas eu à l'euro symbolique. C'est une opération que vous auriez dû retrouver des deux côtés en dépense comme en recette. Le budget de la partie investissement c'est 659 554 € dont c'est 182 000 € d'amortissement du bâtiment et 449 162 € de travaux pour le centre social. On vous a mis en fin de ce document un point sur les travaux du centre social et sur les travaux de la médiathèque. Pour les recettes, c'est aussi pour cela qu'on a mis un montant de travaux aussi important pour cette année car on avait la notification d'un certain nombre de subvention que nous n'avions pas au moment du vote du budget primitif. Il y a 420 758 € de subvention qui nous ont été accordées dans le projet du centre social et un prêt de 84 460 € car les subventions de la CAF sont à la fois en prêt à taux zéro et en subvention donc on a 300 000 € de subvention de la CAF que vous retrouvez dans les différentes subventions soit en subvention directe, soit en prêt à taux zéro. Vous avez l'amortissement pour 12 635 € et vous retrouvez aussi 182 000 € d'amortissement liés à l'opération d'ordre Spie Trindel. 484 € de recettes réelles et 175 479 € d'amortissement car le virement à la section d'investissement diminuait de 19 156 €. Cela s'équilibre à 659 554 € pour la partie investissement. Si on n'a pas beaucoup augmenté nos dépenses et nos recettes de fonctionnement 48 000 € pour la partie investissement c'est une grosse progression par rapport aux investissements qui étaient prévus au budget primitif. Petite présentation pour vous montrer que sur la médiathèque comme sur le centre social, on tient les engagements qu'on vous avait présenté c'est-à-dire d'avoir le maximum d'investissement et vous voyez que les parties des finances municipales pour la médiathèque sont de 12 % à Achicourt et 8,77 % à Beaurains. On est à peu près 20 % de participation des communes et à 80 % de subvention des différents partenaires que vous avez sous les yeux la DRAC, la région, le Département et la Communauté Urbaine sachant que toutes ces subventions à priori sont acquises. Pour un projet de 4 756 000 €, la commune de Beaurains va devoir participer à moins de 500 000 € ; pour l'instant on est encore dans les clous avec 416 690 €. Notre part à nous sera de 998 004 € sera de 20,62 % sachant que là on vous a mis toutes les subventions les deux seules qu'on n'a pas de notification c'est pour cela que vous ne les retrouvez pas dans le budget c'est les 110 000 € du Département car on attend la notification pour janvier prochain et pour la CUA on attend la notification pour la fin de l'année. Voilà comment s'équilibre le dossier du centre social du nouvel espace d'accueil. On vous enverra le power point.

**Pierre ANSART :**

Y a-t-il des questions ? Je passe au vote. Qui est contre ? Abstention ?

**RAPPORT N°19 ADOPTÉ AVEC 4 ABSTENTIONS**

**20. Décision modificative n°1 de l'exercice 2023 - Budget Annexe Boréal Parc**

**Monsieur DUPOND expose :**

Monsieur le Maire soumet à l'approbation du Conseil Municipal la Décision Modificative n°1 relative au budget « Boréal » de l'exercice 2023.

Il vous est demandé d'approuver la Décision Modificative n°1 telle que présentée en annexe.

**Cédric DUPOND :**

Sur le budget annexe de Boréal parc, on l'a évoqué tout à l'heure il s'agit de la vente de la parcelle 455 000 € à JPL Développement et des opérations d'ordre entre différentes sections. Vous avez les dépenses et les recettes de fonctionnement qui s'équilibrent à 512 888 € et les opérations

d'ordre vous les retrouvez aussi en investissement pour 57 888 € ; c'est assez simple car il y a très peu d'opérations sur ce budget. Il n'y a que la vente de la parcelle.

Pierre ANSART :

Ce sera la dernière vente.

Cédric DUPOND :

C'est ce qu'on a dit la dernière fois. On devra faire le CA l'année prochaine du budget Boréal et clôturer le budget Boréal maintenant cela sera peut-être reporté d'un an ; cela sera pour 2025 la clôture.

Pierre ANSART :

Y a-t-il des questions ? Je passe au vote. Qui est contre ? Abstention ?

#### **RAPPORT N°20 ADOPTÉ AVEC 4 ABSTENTIONS**

Michel EVRARD :

Vous avez confirmé la date du 9 novembre pour la commission de contrôle des listes électorales, mais cette date est illégale.

Pierre ANSART :

Comment ? la date est illégale ?

Michel EVRARD :

oui elle doit être prise entre le 6<sup>ème</sup> vendredi et le 2<sup>ème</sup> jour avant la fin de l'année, on s'apprête à communiquer à tous les Maires, elle doit être prise en gros entre le 26 novembre je crois et le 29 décembre.

Cédric DUPOND :

on a consulté un service juridique, cette date est effective imposer si les communes n'ont pas réuni la commission depuis le 1<sup>er</sup> janvier de l'année, si vous n'avez pas réuni la commission avant cette période, vous devez obligatoirement la réunir pendant cette période, mais le 9 novembre étant avant cette période et une réunion depuis le 1<sup>er</sup> janvier, il y a aucun problème sur la date. Puisqu'il y aura eu une réunion depuis le 1<sup>er</sup> janvier avant la semaine et la période obligatoire de réunion, sauf, que là elle aura été réuni le 9 novembre, il y aura eu une réunion de la commission depuis le 1<sup>er</sup> janvier.

Michel EVRARD :

Alors ça c'était vrai Cédric, si il y avait eu un scrutin. Je veux bien que tu es saisi les conseils de qui tu veux, nous c'est le bureau des élections politiques du ministère de l'intérieur qui nous a notifier ça. Quand il n'y a pas de scrutin au suffrage universel dans l'année, quand il n'y a pas eu de réunion de la commission de contrôle avant ce scrutin, les dates sont bien celle qui sont fixé par l'article dont je n'ai plus en mémoire du code électoral, et sa doit être fait à partir de la fin du mois de novembre. Après si tu veux le préfet peut t'écrire.

Cédric DUPOND :

C'est le R10 du code électoral

Pierre ANSART :



Vous aimez décidemment quand Monsieur le préfet nous écrivent Monsieur Evrard.

Michel EVRARD :

Tout à fait, il m'a répondu d'ailleurs, il m'a même dit que vous alliez faire délibérer le conseil municipal sur le CNAS aujourd'hui.

Pierre ANSART :

Et moi j'ai répondu, j'ai répondu au Préfet, si nous poursuivions l'adhésion au CNAS et comme on n'a délibéré, cela veut dire qu'il n'y a pas adhésion au CNAS.

Michel EVRARD :

De toute façon le préfet va écrire une circulaire à tous les maires, ce n'est pas moi qui organise.

Pierre ANSART :

Y a-t-il des documents à signer ? pas d'autres informations officiel au niveau du conseil , au niveau des commissions donc je considère que le conseil municipal est clos, et donc il y a des signatures à apposer, vous êtes prié de vous rapprocher de Marine afin de signer ce que vous devez signer. Merci et bonne fin de soirée.

Cédric DUPOND :

Pierre on va quand même lire l'article : Si elle ne s'est pas réunie depuis le 1er janvier de l'année en cours, la commission prévue à l'article L. 19 se réunit entre le sixième vendredi précédant le 31 décembre et l'avant-dernier jour ouvré de l'année, on ne parle pas des années d'élections.

Le secrétaire de séance :  
Jean Thierry HARMEGNIES

Le Président de séance :  
Pierre ANSART